

Etudes et Documents

n° 60 - 2026

Le sou du prolétariat contre le million du capitalisme

La pratique des caisses de grève dans le mouvement ouvrier français (1830-2023) : configurations sociales et dilemmes stratégiques des solidarités ouvrières

Gabriel Rosenman

Le sou du prolétariat contre le million du capitalisme

La pratique des caisses de grève dans le mouvement ouvrier français (1830-2023) : configurations sociales et dilemmes stratégiques des solidarités ouvrières

Dr. Gabriel Rosenman

gabriel.rosenman@gmail.com

Exposé introductif de soutenance, le 28 novembre 2025, au CMH

Thèse dirigée par Johanna Siméant-Germanos (CMH), en co-direction avec Sophie Béroud (Université Lyon 2, TRIANGLE)

Madame la présidente du jury,
Mesdames et Messieurs les membres du jury,

C'est un honneur et un plaisir pour moi de soutenir aujourd'hui devant vous ma thèse de sciences de la société, intitulée : « “Le sou du prolétariat contre le million du capitalisme”. La pratique des caisses de grève dans le mouvement ouvrier français (1830-2023) : configurations sociales et dilemmes stratégiques des solidarités ouvrières ». Je vous remercie pour l'attention que vous avez bien voulu porter à ma recherche et pour votre participation à ce moment de discussion si important pour moi. Ce travail n'aurait pas pu aboutir sans l'accompagnement remarquable de mes deux directrices de thèse, Johanna Siméant-Germanos et Sophie Béroud, que je tiens ici à remercier du fond du cœur. Je remercie également l'Ehess et la Formation doctorale Science de la société, qui ont bien voulu m'accorder un contrat doctoral. Ainsi que le Centre Maurice Halbwachs, mon laboratoire, et l'Institut des Sciences Sociales du Travail, où j'ai pu exercer comme Ater pendant deux ans. Ces soutiens institutionnels m'ont permis de travailler dans les meilleures conditions possibles, malgré le contexte de précarisation généralisée de l'enseignement supérieur et de la recherche, et de remise en cause des sciences sociales en particulier. Je remercie enfin le public présent aujourd'hui : collègues, militants et proches. Votre intérêt m'honneure et me donne de la force pour envisager la suite.

Ma recherche porte donc sur les différentes stratégies suivies par le mouvement ouvrier français pour financer des grèves longues depuis le XIX^e siècle. En réalité, mon intérêt initial pour les caisses de grève a été de nature militante. J'ai découvert et pratiqué ce mode d'action, d'abord depuis une position de soutien extérieur à certaines grèves des années 2000-2010, puis comme responsable syndical à la gare Saint-Lazare au cours des années suivantes. Ces expériences m'ont convaincu de la nécessité des caisses de grève pour permettre à des grévistes de tenir, malgré des ressources financières vite

épuisées. Ma première approche a donc consisté à les saisir comme une tactique de lutte efficace, ce qui s'accompagnait implicitement d'une certaine posture normative, selon laquelle les organisations syndicales devraient toutes instituer leur propre caisse de manière permanente. À vrai dire, cette posture était encore largement la mienne quand mon enquête a débuté en 2018. Et ce n'est qu'en avançant dans la recherche que j'ai pu découvrir d'autres expériences historiques et d'autres approches stratégiques qui m'ont finalement permis de me libérer de ce prisme initial. J'ai donc changé de perspective au cours de la période d'enquête et de rédaction. En risquant la lapalissade, il faut dire que le monde a changé en six ans. Depuis le début de ma recherche, on a traversé deux grèves interprofessionnelles, le Covid et les confinements, le retour de la guerre et du fascisme... À tel point que l'on a parfois l'impression de se tenir au bord du précipice. Or, l'une des ambitions intimes de ma recherche était justement de contribuer à armer le mouvement syndical, pour tenter d'inverser le rapport de force qui nous amène à la catastrophe. Et j'espère donc que l'aboutissement de ma recherche n'arrive pas trop tard. Au cours de ces mêmes six années, plusieurs publications ont également témoigné d'un nouvel intérêt scientifique pour le financement des grèves, en France, mais aussi au Royaume-Uni ou en Espagne. Enfin, ces six ans ont surtout été le théâtre d'évolutions significatives de mon terrain d'enquête. En recourant à la méthode ethnographique, j'ai voulu étudier les caisses de grève « en train de se faire » et je m'attendais donc à ce que la pratique évolue sous mes yeux. De fait, entre 2018 et 2023, c'est non seulement la place des caisses de grève au sein des pratiques syndicales qui a changé du tout au tout, mais également les acteurs et actrices qui y sont associées : en six ans, le milieu social concerné s'est étendu des marges radicales du syndicalisme de lutte jusqu'aux organisations et confédérations les plus centrales dans le champ. Et, parallèlement à ce processus de diffusion, les protagonistes initiaux ont souvent fait l'objet de mises à l'écart relativement brutales, en particulier au sein de la CGT. Cette impression d'évoluer sur un terrain mouvant m'a même accompagné jusqu'aux derniers moments de bouclage du manuscrit : j'ai pu ajouter *in extremis* une note de bas de page pour tenir compte de la relaxe des animateurs et animatrices de la CGT des femmes de chambre, poursuivis devant la justice par une autre structure de la CGT précisément en raison de leur stratégie de financement de la caisse de grève. En revanche, je n'ai pas eu le temps de mentionner un autre tournant survenu quelques jours plus tard : l'annonce par la CGT confédérale du lancement d'une « caisse de grève » nationale, alors que cette organisation avait banni ce vocable depuis plusieurs décennies. Si je n'ai bien sûr pas pu prévoir ce développement, il vient néanmoins confirmer mes analyses, puisque le déroulé chronologique de mon enquête se concluait précisément sur le retour au sein de la CGT d'un débat stratégique longtemps occulté sur le financement des grèves.

Pour revenir à la genèse de cette recherche, l'expérience de l'enquête m'a d'emblée confronté à une série de paradoxes, qui m'ont obligé à déplacer ma perspective initiale et ont rapidement constitué autant d'énigmes à résoudre. Par exemple, comment l'argent, médium capitaliste par excellence, peut-il servir de moyen central pour des luttes anti-capitalistes ? Mais aussi, alors que la France se distingue depuis de nombreuses décennies par la puissance des grèves politiques de masse et par l'influence maintenue du syndicalisme de lutte, comment expliquer la rareté simultanée des caisses de grève syndicales, à la différence de pays comme le Royaume-Uni, l'Espagne ou les États-Unis, plus rarement confrontés à d'importants mouvements de grève ? Plus précisément, dans le paysage contemporain du syndicalisme français, comment comprendre que les syndicats les plus identifiés à la pratique gréviste (tels que la CGT ou Solidaires) soient hostiles aux caisses de grève, et que la seule caisse instituée appartienne au contraire au syndicat qui a pris le plus de distance avec la grève (la CFDT) ? Pourquoi d'ailleurs la CGT s'est-elle opposée depuis trente ans au

financement des grèves, alors que la même organisation en faisait une priorité budgétaire et stratégique au début du XX^e siècle ? Symétriquement, pourquoi cette pratique témoigne-t-elle aujourd’hui d’affinités particulières avec certains courants d’extrême gauche, alors que leurs prédecesseurs n’avaient pas de mots assez durs pour flétrir le réformisme des syndicats qui avaient institué des caisses de grève, comme la fédération du Livre ? On peut également se demander comment concilier cet ancrage historique, qui fait des caisses de grève une pratique véritablement ancestrale, et leur usage actuel, indissociable des derniers avatars de la modernité numérique que sont Internet et les réseaux sociaux ? Plus fondamentalement, comment comprendre le réinvestissement récent des caisses de grèves alors qu’on peut simultanément constater une forte décrue dans la participation aux grèves ? Et comment cette pratique peut-elle représenter aujourd’hui une évidence tactique pour de nombreux grévistes sans responsabilités syndicales, mais être en même temps rejetée par tant de syndicalistes aguerri·es ? Enfin, peut-on raccrocher l’actuelle solidarité financière avec les grévistes à l’héritage de la solidarité ouvrière, alors que les donateurs et donatrices (et parfois les grévistes) n’ont plus grand chose à voir avec le monde ouvrier ?

Pour tenter de se confronter à ces nombreux paradoxes, ma recherche a dû nouer plusieurs fils problématiques et plusieurs approches méthodologiques. Ces fils problématiques, connectés par la pratique des caisses de grève, sont essentiellement au nombre de quatre. Il s’agit tout d’abord du nœud constitué par l’activité gréviste elle-même, qui interroge la capacité d’action des groupes ouvriers et plus largement salariés, mais qui est également indissociable des pratiques patronales et gouvernementales. Il s’agit donc de saisir la grève comme un rapport de forces multipolaire, fluctuant, et qui dessine des configurations différentes selon les milieux et les périodes. Le second fil correspond à un objet canonique de la sociologie : la question de la solidarité, et plus précisément ici des solidarités ouvrières, entendues comme le principe actif de la cohésion de classe. Le pluriel est ici de mise, tant ces solidarités sont pétries de contradictions internes (selon le statut professionnel ou le genre), et tant elles peuvent s’incarner dans des périmètres distincts, voire concurrents : solidarité de métier, mais aussi solidarité interprofessionnelle, solidarité locale ou solidarité politique. Le troisième fil concerne les usages militants de l’argent et du don : les contraintes financières et politiques posent en effet de redoutables défis aux grévistes et aux militants qui manipulent l’argent de la grève. Il s’agit en particulier d’identifier les moyens par lesquels ils arrivent à susciter la solidarité des donateurs et donatrices, et d’arriver à situer ces donateurs dans l’espace social pour saisir les ressorts de leur geste. Enfin le quatrième fil correspond à l’enjeu de la mémoire et de la transmission des traditions militantes : s’agissant d’une pratique multi-séculaire qui alterne les heures de gloire et les périodes d’éclipse, il s’agit donc de déterminer les canaux qui permettent la transmission d’une mémoire des luttes passées, mais aussi les processus par lesquels se construisent au contraire des impensés ou des interdits qui restreignent l’espace des possibles.

Pour éclairer ces fils problématiques et rendre compte de leur entrelacement durant les presque deux cents ans étudiés, il a été nécessaire de confronter les discours et élaborations stratégiques aux pratiques militantes effectives, notamment au niveau financier, et de les réinsérer dans leurs contextes sociaux, politiques et industriels. C’est pourquoi j’ai suivi une approche à la fois processuelle et relationnelle. Processuelle parce que l’enquête porte sur le temps long, en s’intéressant à la succession des expériences mais aussi aux contraintes imposées par le poids du passé. Relationnelle, d’une part, car elle étudie simultanément les divers acteurs du champ syndical et, d’autre part, car elle tente d’embrasser d’un même regard l’interaction permanente entre les modalités d’action des grévistes, des organisations syndicales, des donateurs et donatrices, mais aussi du patronat et de l’État.

Quant à la combinaison des matériaux, des méthodes et des approches disciplinaires, elle se fonde sur l'attachement à l'interdisciplinarité en sciences sociales, hérité de ma formation dans le Master « Pratiques de l'interdisciplinarité en sciences sociales » (PDI, Ens-Ehess) où j'avais déjà commencé à travailler sur les caisses de grève. Et c'est ce qu'illustre encore aujourd'hui la composition de ce jury, où se mêlent politistes, sociologues, historiens et chercheurs en *industrial relations*. Le cadre théorique dans lequel s'inscrit ma recherche repose essentiellement sur l'articulation de quatre concepts. Tout d'abord, la conception des classes sociales, de leur division en fractions de classe et de leur antagonisme, telle que développée dans les écrits historiques de Karl Marx. Ensuite, l'approche en termes de champs formulée par Pierre Bourdieu et sa déclinaison relative au champ syndical. Le troisième concept central est celui de répertoire d'action collective élaboré par Charles Tilly¹, concept initialement forgé, d'ailleurs, pour éclairer la centralité croissante de la grève parmi les modes d'actions contestataires. Et il s'agit enfin de l'attention portée aux significations sociales de l'argent, dans la continuité des travaux de Viviana Zelizer². Pour ce qui est des matériaux empiriques, j'ai commencé par une enquête ethnographique menée lors de diverses grèves en cours. Quinze conflits au total ont été observés, dont sept lors d'immersions relativement prolongées : les cheminots et cheminotes de la Gare Saint-Lazare à plusieurs reprises (secteur avec lequel je partage une longue histoire), les postiers et postières des Hauts-de-Seine, les ouvriers et ouvrières de l'entrepôt logistique de Géodis à Gennevilliers, les employé·es d'un commerce Biocoop du 11^e arrondissement de Paris, les ouvriers et ouvrières de la Raffinerie Total de Grandpuits et, enfin, les femmes de chambre de l'hôtel Ibis Batignolles et du palace Park Hyatt de la Place Vendôme. J'ai pratiqué sur chacun de ces terrains une ethnographie engagée, en acceptant à chaque fois d'endosser un rôle militant plus ou moins actif au cours de l'enquête. J'ai également mené une soixantaine d'entretiens, essentiellement avec des responsables syndicaux locaux, mais parfois aussi avec des responsables nationaux ou des grévistes de base. Pour les expériences plus anciennes, mon enquête a surtout reposé sur l'exploitation de cinq fonds d'archives : archives patronales de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, archives associatives du Secours Populaire Français, archives municipales de la ville de Gennevilliers, et bien sûr archives syndicales de la CFTC-CFDT, de la CGT confédérale, de la CGT Métallurgie et de la CGT du Livre. Un dernier matériau central a consisté en l'exploitation statistique d'un questionnaire, rempli par 10 000 donateurs et donatrices de la principale caisse de grève en ligne de ces dernières années, ce qui m'a permis de jeter un premier éclairage sociologique sur cette population peu connue jusque-là.

Avant de conclure, je me permettrai de synthétiser brièvement les résultats principaux de ma recherche.

Un premier résultat concerne l'argent des luttes : en croisant la sociologie de l'argent et la sociologie de l'action collective, il vient combler une lacune paradoxale du courant de recherche désigné comme « la mobilisation des ressources ». Loin de jouer le rôle d'un « acide » qui dissoudrait les relations sociales, l'argent apparaît dans ma recherche sous plusieurs visages. L'argent comme support sensible à l'évolution des technologies financières, de l'argent liquide au prêt, aux virements bancaires ou aux cagnottes numériques. L'argent comme monnaie transformée par les usages sociaux qui en sont faits, reflétant des conflits de valeurs et des catégorisations selon sa provenance ou sa destination. L'argent comme vecteur de solidarités, reliant des protagonistes situés à différents endroits de l'espace social dans une même chaîne d'interdépendance. Mais

¹ Charles Tilly, « Les origines du répertoire d'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n° 4, octobre 1984, p. 89-108.

² Viviana Zelizer, *La signification sociale de l'argent*, Paris, Seuil, 2005.

également l'argent comme source de capital symbolique et comme objet de concurrence entre organisations syndicales.

Au cours des presque deux cents ans étudiés, l'enquête a d'ailleurs documenté la relégation de la grève parmi les priorités budgétaires des syndicats, que ceux-ci disposent ou non d'une caisse permanente. J'ai également démontré que la variation de la place des caisses de grève dans les débats syndicaux n'obéit pas à des enjeux de cohérence doctrinaire des organisations, mais plutôt à des jeux de positionnements réciproques, c'est-à-dire à des effets de champ. La fréquence des volte-face et des retournements tactiques illustre donc la dimension profondément relationnelle du champ syndical. Ma thèse représente de ce point de vue un apport utile à la sociologie politique du syndicalisme, en permettant de saisir les phénomènes syndicaux dans toute leur profondeur historique. Dans le même sens, j'ai pu documenter la puissante inertie qui a amené certaines tactiques de circonstance à se cristalliser dans un *ethos* syndical, pour être transmises aux générations militantes suivantes comme s'il s'agissait de principes évidents, nécessaires et atemporels. C'est ce qui permet de comprendre, par exemple, le maintien d'une opposition de principe aux caisses de grève dans la CGT, longtemps après que ses conditions d'apparition aient disparu (à savoir le besoin de se distinguer d'une CFDT très investie sur le terrain des grèves). J'ai ainsi mis en lumière les modalités de sédimentation d'une pratique militante, en montrant que l'histoire objectivée des caisses de grève pèse sur les pratiques actuelles même si les protagonistes n'en ont pas connaissance.

En outre, ma recherche confirme le caractère « co-construit » du répertoire d'action collective. La pratique des caisses de grève y apparaît en effet comme le résultat de l'interaction entre syndicats, patronat et État. J'ai par exemple éclairé la permanence, depuis le XIX^e siècle, des interventions étatiques visant à encadrer, limiter ou handicaper les versements financiers aux grévistes. L'interaction entre syndicats et patronat témoigne quant à elle d'une asymétrie intéressante : alors que la mobilisation financière du patronat est à chaque fois déclenchée par les principaux épisodes de grève interprofessionnelle (1906, 1936, 1968), son équivalent ouvrier et syndical correspond davantage à certains grands mouvements corporatifs. De fait, l'essentiel de la solidarité financière avec les grévistes a été capté à chaque période par une seule corporation : les ouvriers artisanaux au cours du XIX^e siècle, les ouvriers et ouvrières du textile durant l'entre-deux-guerres, les mineurs en 1948 et©1963, les métallurgistes durant les Trente glorieuses, et les cheminots et cheminotes ensuite. Ces déplacements successifs viennent ainsi confirmer le problème central qui ouvrait ma recherche : celui posé par l'immense difficulté du mouvement ouvrier à mobiliser la classe entière. La construction des solidarités ouvrières apparaît donc comme une nécessité stratégique, visant à compenser la mobilisation intermittente et discontinue des différentes fractions de classe.

Enfin, l'enquête a mis en évidence comment l'histoire des caisses de grève s'entrelace avec celle de grands processus sociaux : l'histoire des solidarités ouvrières se confond d'abord avec la formation de la classe ouvrière, puis avec son intégration sociale, avant d'accompagner l'institutionnalisation du syndicalisme puis la dislocation du mouvement ouvrier, pour finalement alimenter certains ferment de recomposition de classe. Ma thèse vient donc éclairer sous un jour nouveau l'histoire pourtant bien connue du mouvement ouvrier, en abordant cette histoire depuis la construction des solidarités. Pour la période la plus récente, l'enquête a justement montré comment trois configurations de solidarité distinctes coexistent les unes à côté des autres. L'une de ces configurations correspond à la formation d'une alliance politique sur mesure : pour la grève des femmes de chambre de l'hôtel Ibis Batignolles, il s'agissait d'une alliance avec les milieux féministes et antiracistes. Une seconde configuration correspond à la

constitution d'un large bloc social interclassiste : lors des grèves contre les réformes des retraites, ce bloc regroupait autour d'un même objectif revendicatif des grévistes et des donateurs issus de différentes classes sociales. La dernière configuration correspond à la permanence du mouvement ouvrier traditionnel, appuyé sur des organisations, des traditions et des valeurs largement héritées des périodes antérieures : c'était le cas pour la longue grève menée par les postiers et postières des Hauts-de-Seine. Autrement dit, si les solidarités ouvrières se sont bien élargies et diversifiées socialement, leur périmètre d'origine n'a pas disparu pour autant. On peut toutefois faire l'hypothèse qu'en impliquant d'autres couches sociales, elles pourraient tendre vers la constitution d'une solidarité des subalternes. Ma recherche représente ainsi un apport utile à la sociologie des classes sociales, en se détournant d'une approche statique de la stratification sociale pour se concentrer sur le périmètre mouvant de la classe mobilisée.

Au terme de cette recherche, il me reste quelques regrets. Tout d'abord, j'ai dû renoncer à la dimension de comparaison internationale que j'avais formulée dans mon projet de thèse. Or, je suis plus que jamais convaincu que la mise en regard des pratiques de financement des grèves en France, en Espagne, en Italie ou aux États-Unis apporterait beaucoup à la compréhension des logiques d'action et des points de bifurcation historiques. D'autre part, je regrette de n'avoir pas pu inclure davantage le syndicat Force Ouvrière dans le cadre de mon analyse, étant donnée la position très spécifique de cette organisation dans le champ syndical français. Mais je n'ai pas été en mesure de contourner la fin de non-recevoir que m'ont réservée ses dirigeants. Enfin, si j'ai été le premier surpris en constatant la masse des réponses suscitées par mon questionnaire aux donateurs et donatrices de la Caisse de solidarité, il aurait été intéressant de comparer leur profil avec ceux d'autres caisses récentes. Je n'ai malheureusement pas réussi à faire remplir mon questionnaire par un effectif suffisant.

Pour terminer sur les pistes qui restent à explorer après l'achèvement de cette recherche, je me bornerai aujourd'hui à en aborder une seule, car j'espère réellement pouvoir m'y atteler dans les prochaines années. Au-delà des seules caisses de grève, il s'agirait d'étudier plus largement les enjeux liés au financement des activités contestataires. Du prélèvement d'un impôt révolutionnaire à l'auto-suffisance des zones libérées comme le Rojava³ ou le Chiapas⁴, en passant par l'usine de fausse monnaie édifiée par des trotskystes belges en soutien au FLN algérien, il y aurait beaucoup à dire et à découvrir sur les usages militants de l'argent au service de la subversion révolutionnaire. Et j'espère que ma recherche sur les caisses de grève pourra représenter un point d'appui dans cette perspective. Je vous remercie pour votre attention et je me réjouis d'avoir l'occasion d'échanger avec vous.

³ Région kurde au nord de la Syrie où s'expérimente depuis 2013 un modèle politique de confédéralisme démocratique.

⁴ Région du Sud du Mexique où la guérilla zapatiste de l'EZLN a dirigé plusieurs municipalités entre 1994 et 2023.